

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Crosby:** Les Néo-Écossais et les Québécois craignaient que la décision concernant l'emplacement du terminus GNL ne soit prise d'après des considérations d'ordre politique, mais le ministre des finances leur a assuré qu'elle le serait après un examen objectif de la part de l'Office national de l'énergie.

**Des voix:** Règlement!

**M. Crosby:** Je tiens à demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'il peut confirmer que cette décision sera bien prise par l'Office national de l'énergie d'après le principe du mérite. J'aimerais également qu'il nous dise comment le ministre de l'Environnement peut penser à intervenir quand l'Office national de l'énergie est censé être saisi de cette question.

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, je serais tenté de prime abord de répondre au député «Play it again, Sam».

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lalonde:** Sans hésitation aucune, je tiens à réitérer ce que j'ai déjà dit à Rivière-du-Loup, à Gros Cacouna et à la Chambre. L'Office national de l'énergie étudie actuellement cette question et il tiendra des audiences comme il le fait toujours dans des cas semblables. Il tiendra des audiences publiques et publiera un rapport qui sera ensuite soumis au cabinet. C'est la procédure que nous avons suivie par le passé et que nous suivrons cette fois-ci encore.

Quant aux propos attribués à mon collègue le ministre de l'Environnement, il vient juste d'y répondre.

#### LE PROLONGEMENT DU GAZODUC JUSQU'AUX MARITIMES

**M. Howard Crosby (Halifax-Ouest):** Madame le Président, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources doit savoir que l'Office national de l'énergie s'intéresse également au prolongement du gazoduc vers l'est, mais le ministre a dit que si l'Office rejette la demande, il présentera un bill en Chambre. Je lui demanderai donc s'il ne pense pas qu'il a mis l'Office national de l'énergie en porte-à-faux, sur le plan juridictionnel, par cette immixtion et par les observations qu'il a faites en Chambre et ailleurs au sujet du terminus de gaz naturel liquéfié et du prolongement du gazoduc.

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, en ce qui concerne le gazoduc, l'Office national de l'énergie recommandait dans le rapport qu'il a publié l'an dernier son prolongement vers le Québec mais non vers les Maritimes. Voilà ce que l'Office national de l'énergie avait conclu. Mais dans l'élaboration du Programme énergétique national, le gouvernement canadien a estimé qu'il était indispensable et conforme à l'intérêt national

#### Questions orales

de prolonger le pipe-line jusqu'à Halifax, pour desservir tant le Nouveau-Brunswick que la Nouvelle-Écosse. Il s'agit-là d'une décision de caractère politique prise par le gouvernement dans l'intérêt national. Nous avons invité les parties prenantes à se représenter devant l'Office national de l'énergie pour poursuivre l'affaire. Nous avons fait connaître fort nettement la décision du gouvernement. Nous attendons le rapport de l'Office national de l'énergie; cependant le gouvernement a expliqué que son rôle consistait à défendre les Canadiens et en particulier les habitants des Maritimes. Nous avons dit que nous voulions leur ouvrir l'accès au gaz naturel au même titre qu'aux habitants du reste du Canada, et c'est ce que nous avons l'intention de faire.

\* \* \*

#### LES SINISTRES

COLDBROOK (N.-É.)—LES SUITES DE L'INCENDIE—L'AIDE DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova):** Madame le Président, ma question s'adresse aussi bien au ministre suppléant de l'Expansion économique régionale qu'au ministre suppléant de l'Agriculture et porte sur le malheureux incendie qui a détruit les installations de Scotian Gold à Coldbrook, en Nouvelle-Écosse, et sur les répercussions désastreuses qu'il a eues dans notre province sur la pomiculture et l'agriculture en général. L'un ou l'autre de ces deux ministres suppléants pourrait-il nous dire quelles mesures préliminaires le gouvernement a prises pour venir en aide à notre province à ce chapitre?

● (1450)

**M. Russell MacLellan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, à ma connaissance, et je le sais pour m'en être informé au ministère, nous n'avons encore reçu aucune demande d'aide.

**M. MacKay:** Madame le Président, si le budget du ministère de l'Expansion économique régionale est trop serré à l'heure actuelle, le secrétaire parlementaire songerait-il à se servir de son ministère pour mettre en commun les ressources d'autres ministères concernés, comme le ministère de l'Agriculture et celui de l'Industrie et du Commerce, pour voir ce qui peut être fait à ce sujet? Le problème est très préjudiciable à l'économie agricole et inquiète tous les députés de la Nouvelle-Écosse et plus particulièrement celui d'Annapolis Valley, la circonscription où se trouvaient les installations incendiées.

**M. MacLellan:** Madame le Président, je puis assurer au député que si la chose lui est proposée, notre ministère l'étudiera et en discutera avec d'autres ministères.